Gérer durablement les risques sanitaires et phytosanitaires dans la filière pomme

La gestion par la distribution des risques sanitaire et phytosanitaire de l'offre pomme

Danièle Scandella , Xavier Vernin
Ctifl
Direction Prospectives et Etudes Economiques

Projet ANR Sustain'Apple - Journée de restitution Inra Paris - 30/11/2018

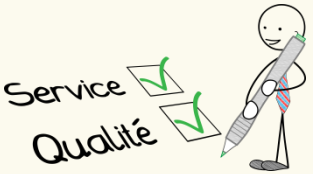
La gestion du risque SPS par la distribution

Objectif :
Caractériser les différentes stratégies mises en œuvre par l'aval de la filière pour maîtriser les risques sanitaires et phytosanitaires selon les sources d'approvisionnement (importation, nationale, locale) et références (MDF ou MDD), par la centrale ou en direct.

Méthodologie :
Réalisation d'entretiens approfondis avec une trentaine d'opérateurs de la distribution (responsables qualité, responsables de plateforme, directeurs de magasin/chefs de rayon, grossistes)

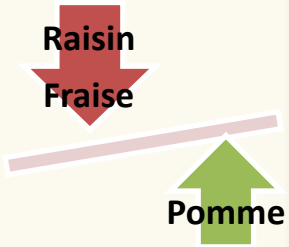
Préalables entretiens 2015

- Interlocuteurs rencontrés



- Période des entretiens

- Interrogation sur le choix de la Pomme



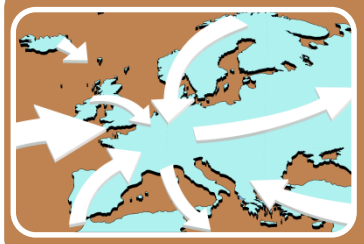
Hiérarchisation des risques

Pesticides

-Risque réel, estimé maîtrisé mais <u>risque d'image élevé</u>

- Interrogations sur certaines molécules

- Additivité des doses et effet cocktail peu cités



Origine

- Moins bonne maîtrise des BPA dans certains pays

- Contrefaçon produits phyto

- Interrogations sur certaines certifications européennes

Bactéries, Virus

- Emergents

- Faible probabilité mais risque sanitaire plus important

- *mais coût des analyses, pertinence du résultat, absence de suspicion TIAC*

Risques sociaux

à venir

Pressions extérieures sur les pratiques de gestion des risques

DGCCRF

Veille au respect de la normalisation, au balisage (origine, prix)

Vérifie les obligations légales, pas les moyens de maîtrise.

Définit les normes mais délègue le contrôle au privé

Consommateurs

Très peu de réclamations à la date de l'étude

Peu sur les pesticides

Mais demande d'informations sur pesticides, traitement,…

Associations de Consommateurs, ONG, médias

Pression nettement intensifiée ces 5 dernières années

Perception ambivalente :

-> « *on les craint,*

-> *mais en même temps fait réfléchir* »

Impacts organisationnels de l'enseigne sur la gestion des risques

- *Rôle de conseil des organismes de contrôle*
- Outils dédiés de gestion de la qualité
- *RQ dédié uniquement aux F&L ou non*
- Stratégie d'achat
- Centralisation ou non des achats

Nature et niveau d'exigence en matière de Pratiques Agricoles et de management de la qualité en station (1)

Position vis-à-vis des référentiels publics/ privés

Global Gap (LA référence), IFS, BRC, parfois HVE

Reconnaissance → allègement et diminution fréquence des audits

Intérêt Référentiel transversal, tout produit

Verger éco-responsable

A la date de l'enquête reconnu par 2 enseignes,

Pris en compte par les autres car *« démarche de progrès intéressante »*

Ne supprime pas les audits mais peut parfois les alléger

Intérêt à ce que verger éco-responsable se décline pour plusieurs produits

Fel Partenariat

Grossistes, expéditeurs, importateurs, mal connue par les RQ, plus par les acheteurs plus proche de ces interlocuteurs

Nature et niveau d'exigence en matière de Pratiques Agricoles et du management de la qualité en station (2)

Référentiels enseigne

3 enseignes /8 :

propre référentiel BPA pour MDD cœur de gamme ou premium.

- Pour les marques fournisseurs et les MDD premier prix, seulement exigences de commercialisation
- **Application de la stricte règlementation reconnue comme étant à même de prévenir le risque sanitaire**
- **Exigences supérieures à celle-ci dans un objectif de différenciation**

Trois autres parmi le Top 5 :

pas de cahier des charges production à la date de l'enquête mais en cours de développement

- Motivations : meilleure maîtrise des risques / formalisation d'un partenariat fournisseur en vue d'une communication consommateur / s'assurer d'un appro. français

Mise en avant de la co-construction des CdCh avec les producteurs

Toutes les enseignes disposent d'un CdCh/référentiel d'audit pour le management de la qualité en station

Nature et niveau d'exigence en matière de produits phyto

2 enseignes parmi le Top 5

ont des exigences > à la règlementation

- l'une : black-list de produits phyto , limitation de la fertilisation , interdiction de traitement post récolte

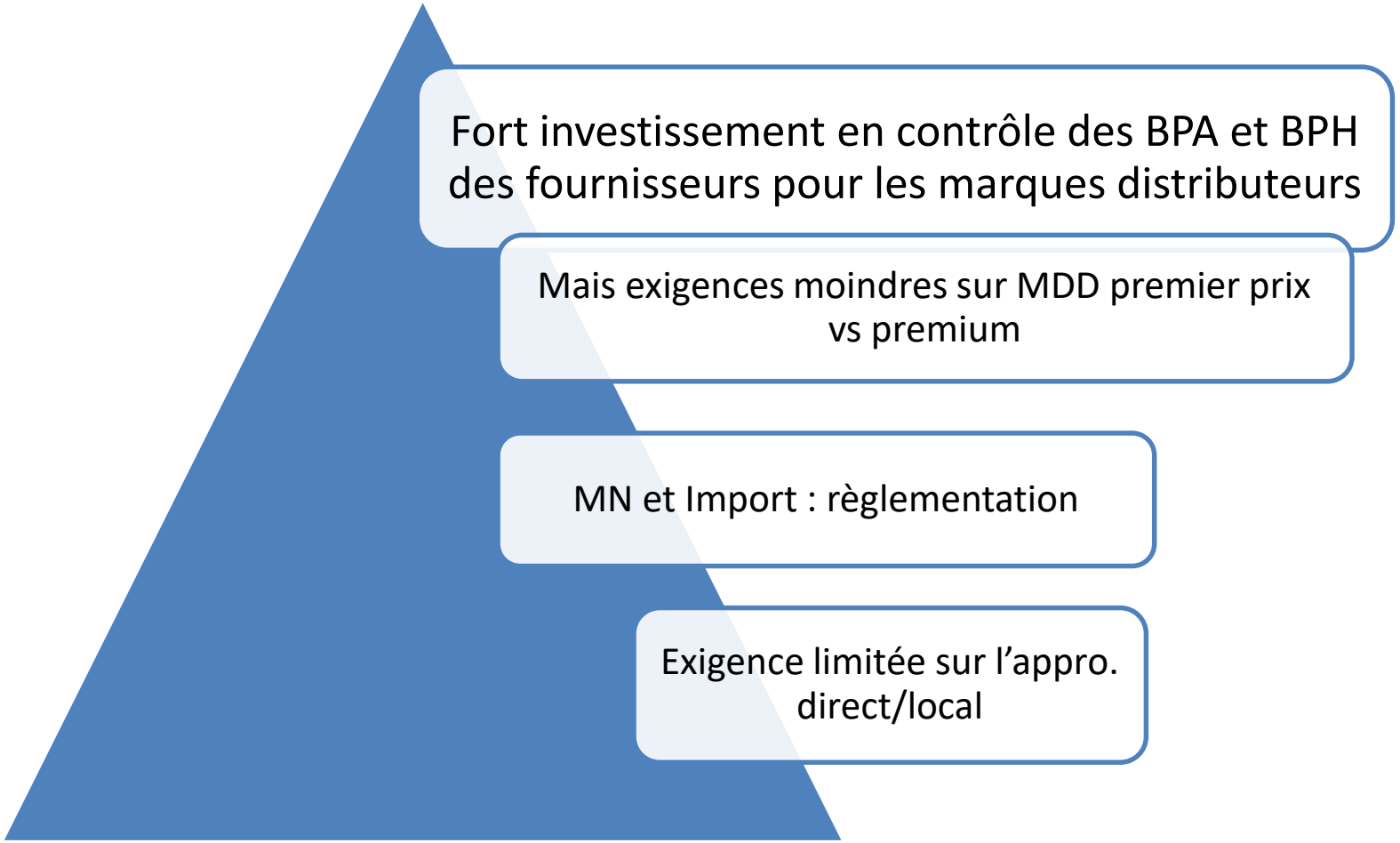
  s'appuyant plutôt sur une incertitude scientifique

- l'autre : en plus, un % de LMR et nombre de molécules maxi.

  s'appuyant plutôt sur le bénéfice « marketing » de ce choix

Toutes les autres : Réglementation

Hiérarchie des exigences selon l'approvisionnement MDD, MN, direct/local et importation



Valorisation de la qualité sanitaire

Quasiment pas de valorisation des exigences sanitaires mises en œuvre

- Leaflets ou dépliants dans les rayons ou les magazines d'enseigne
- Communication plus détaillée sur les CR annuels disponibles en ligne

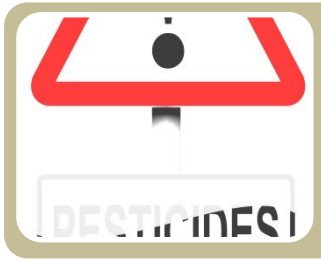
L'absence de communication auprès des consommateurs sur les CdCh MDD ?

- ne concerne que la MDD, part minoritaire de l'offre → déstabilisant pour le reste
- peut être contre productif de jouer la concurrence sur la sécurité sanitaire

Conclusion

Une filière dont les risques paraissent plutôt maîtrisés par les obligations légales et par le dynamisme de ses acteurs

Des approvisionnements d'import et d'offre locale moins bien tracés



Des incertitudes sur certaines molécules et l'émergence de nouveaux risques sanitaires

L'absence de solutions alternatives dans certains cas

Le risque d'une crise relative à la qualité sanitaire et phytosanitaire des produits biologiques plus préoccupant que pour le conventionnel

Des consommateurs et des associations qui assimilent résidus à risques et des médias qui relaient et amplifient cette crainte

Trois attitudes , non exclusives, des GMS vis-à-vis du risque sanitaire et phytosanitaire dans la filière pomme

Les 3 attitudes identifiées

VIGILANCE ET PROACTIVITÉ FACE AUX INCERTITUDES SCIENTIFIQUES	PARTENARIAT AVEC LA PRODUCTION	PRIORITÉ À LA COMMUNICATION
➢ Devancer la règlementation ➢ Black liste de certains pesticides ➢ Incertitude inscrite dans l'appréciation du risque juridique ➢ Maîtrise de leur avantage institutionnel (institutions publiques et société civile)	➢ Mise en avant de la nécessaire collaboration avec l'expertise des producteurs ➢ Elaboration commune des cahiers des charges ➢ Sécurisation des volumes en approvisionnement français ➢ Améliorer auprès des consommateurs la mauvaise image relationnelle des GMS envers les producteurs	➢ Vise la réassurance des consommateurs ➢ Avec un message clair et simple ➢ Imposer un nombre maxi de résidus détectés, % de LMR et d'Arfd → le zéro résidu (quantifiable)

Poids croissant de l'intervention la force civique citoyenne, par rapport à celui des pouvoirs publics, sur les stratégies des entreprises

Le rapport de l'étude est consultable en ligne :
http://www.ctifl.fr/Pages/Kiosque/DetailsOuvrage.aspx?idTheme=1&idouvrage=3627

Avec tous nos remerciements

- à Jean-Marie CODRON pour son accompagnement
- aux personnes interviewées

- Auchan : Sandra OUTREBON
- Carrefour : Christelle RENAUDIE, Philippe FEVRE
- Casino: Pauline FEVRE,
- Franprix Leader price : Patrick HAUTION,
- Intermarché : Elodie FAGEGALTIER , Amandine GOILLOT-AUTRET,
- Leclerc : Eric DERUNES (SCASO par tél.), Vincent GACHET (SCAMARK), Stephane ARINO (Galec par tél.)
- Monoprix : Yvan CHAMIELEC, Naraline ALEXIN
- Pomona : Myriam JALLABERT
- Prosol , Grand Frais : Hélène FAGES
- Système U : Aurélie MENENTEAU, Vincent POUPELIN

Ainsi qu'aux 20 chefs de rayons des enseignes respectives contactés par téléphone

Projet en partenariat avec

Projet en collaboration avec

Projet soutenu par